

"La France lève le secret sur ses ressources en combustibles nucléaires" dans Le Monde (9 décembre 1956)

Légende: Les 9 et 10 décembre 1956, le quotidien français Le Monde publie les premiers chiffres officiels sur l'état des ressources nationales en combustibles nucléaires, dresse le bilan des investissements français dans le domaine atomique et montre la productivité des sites nationaux d'exploitation d'après les chiffres annoncés par Georges Guille, secrétaire d'État à la présidence du Conseil chargé des relations avec les Assemblées et de l'énergie atomique.

Source: Le Monde. dir. de publ. BEUVE-MÉRY, Hubert. 09.-10.12.1956, n° 3 695; 13e année. Paris: Le Monde. "La France lève le secret sur ses ressources en combustibles nucléaires", p. 7.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

http://www.cvce.eu/obj/la_france_leve_le_secret_sur_ses_ressources_en_combustibles_nucleaires_dans_le_monde_9_decembre_1956-fr-0ed3b478-7fea-4247-ae8d-fdcoed8c3f82.html



Date de dernière mise à jour: 05/11/2015

La France lève le secret sur ses ressources en combustibles nucléaires

Appartenant jusqu'ici au domaine du secret, les chiffres des ressources de la France en combustibles nucléaires viennent d'être publiés.

« C'est la première fois qu'une telle initiative est prise par un pays producteur d'uranium, et nous voulons espérer que cet exemple contribuera à améliorer encore l'indispensable coopération internationale dans ce domaine », a déclaré M. Georges Guille, secrétaire d'État à la présidence du Conseil chargé des relations avec les Assemblées et de l'énergie atomique, avant de donner des précisions sur nos richesses d'uranium et de thorium.

Certitudes et promesses

Les ressources minières métropolitaines peuvent être évaluées entre 50 000 et 100 000 tonnes d'uranium en l'état actuel des connaissances, dont 10 000 tonnes déjà reconnues par investigations directes.

A Madagascar, la ressource actuellement reconnue est de l'ordre de 1 000 tonnes de thorianite, d'une teneur de 10 à 20 % en uranium et de 60 à 70 % en thorium. Quelque limitée que soit cette ressource, il reste que la France apparaît, pendant quelques années, comme l'un des principaux producteurs de thorium du monde, et le seul à produire des minerais riches.

La prospection des autres territoires d'outre-mer n'a pas encore mis au jour de gisements exploitables : elle se développe au Sahara, en A.-E.F., en A.-O.F. et en Guyane. Des indices intéressants ont été signalés, mais il est encore trop tôt pour se prononcer sur leur valeur. 137 000 kilomètres carrés ont déjà été prospectés.

Les usines de concentration chimique construites ou en cours de construction sont actuellement les suivantes : usine de Geugnon (Saône-et-Loire), qui traite 50 000 tonnes de minerai par an, fournissant 500 tonnes d'uranium concentré.

Les usines d'Escarprière (Vendée) et de Bessines (Haute-Vienne) fourniront respectivement 400 tonnes et 450 tonnes d'uranium par an.

Les investissements réalisés directement par le commissariat à l'énergie atomique dans le domaine minier sont actuellement de l'ordre de 12 milliards de francs, auxquels s'ajoutent les capitaux investis par les sociétés de prospecteurs privés. Les usines de concentrations construites ou en cours représentent un effort d'investissement de l'ordre de 4 milliards 500 millions.

Le prix de revient des concentrés chimiques produits par le commissariat à l'énergie atomique est actuellement de l'ordre de 12 000 francs le kilo d'uranium.

3 000 tonnes d'uranium en 1975

« Nous prévoyons, a conclu M. Guille, un objectif de production de l'ordre de 3 000 tonnes par an d'uranium à atteindre vers 1975 et assuré pour une part substantielle par le territoire métropolitain.

En plus des investissements déjà réalisés, ce programme nécessitera, en première approximation, des investissements supplémentaires de l'ordre de 60 milliards. Ce programme d'investissements pourra être réexaminé dans le cadre de l'Organisation atomique européenne et être l'objet d'un effort européen commun.

Les effectifs nécessaires pour réaliser ce programme peuvent être évalués très approximativement au triple de l'effectif actuel, soit environ 7 000 personnes en 1975, dont 400 ingénieurs et 1 000 agents de maîtrise.

Ces besoins en personnel ainsi que les besoins en matériels et en matières premières pourront être couverts par les moyens français et le seront évidemment d'une manière encore plus facile grâce à l'action commune

des pays européens qui est envisagée aujourd'hui. »